

**Rapport Spinetta : au service de la destruction  
de l'entreprise nationale SNCF.**

L'URIF FO s'est engagée depuis de nombreuses années contre la destruction des services publics. Elle s'engage encore aujourd'hui dans le combat que mène les cheminots de la Fédération FO qui affirment à juste titre que ce rapport amène à une succession de lourdes mesures anti-sociales, à des préconisations globalement destructrices de l'opérateur historique SNCF, de ses personnels, des usagers et d'un service public républicain.

Les exemples significatifs de la volonté de « casser » le service public du rail sont nombreux et nous souhaitons en citer quelques-uns :

- La fermeture de milliers de kilomètres de petites lignes et la fermeture de gares.
- La baisse du nombre de dessertes TGV existantes.
- La fin du statut pour les nouveaux embauchés.
- Le transfert de gares et connexions de SNCF mobilités à SNCF Réseau.
- L'éventualité du transfert de la sureté ferroviaire dans SNCF Réseau.
- La possibilité de céder un centre de maintenance à l'opérateur prenant l'exploitation de la ligne.
- Finaliser Fret SNCF.

Ainsi, chacun peut constater que cette nouvelle contre-réforme risque d'entraîner des conséquences désastreuses pour les usagers en termes d'égalité de traitement sur tout le territoire, de sureté et de sécurité pour les personnes et les installations, et contrairement à ce qui est toujours évoqué, des prix qui augmenteront malgré l'entrée en concurrence ; ce qui est le cas en Grande-Bretagne.

Les conséquences sont tout aussi désastreuses pour les agents de la SNCF dans le cadre de leurs conditions de travail, de leur statut, de leur régime de retraite.

C'est pourquoi, nous demandons à tous les salariés quelles que soient leurs entreprises de se mobiliser et de soutenir les cheminots dans leur combat consistant à défendre un service public, propriété de la nation et donc des usagers et plus généralement des Français.

Le combat des cheminots FO est juste. Nous sommes à leurs côtés et nous y serons encore le 22 mars comme nous continuerons à le faire comme cela fut le cas en 1995 et dans d'autres périodes où les services publics étaient attaqués. Nous avons gagné parce que nous étions entrés en résistance.

Paris, le 23 février 2018